

VISION FRANÇAISE DU PEUPLE BASQUE

Jacques Allières

Université de Toulouse-Le Mirail
Linguistique romane et basque

XI Congreso de Estudios Vascos:
«Nuevas formulaciones culturales: Euskal Herria y Europa». Donostia, 1991
ISBN: 84-87471-35-8
Donostia: Eusko Ikaskuntza, 1992. p. 279-284

L'idée des organisateurs de cette section de notre congrès consiste évidemment à confronter les diverses optiques à travers lesquelles les sociétés voisines du Pays basque considèrent les Basques, d'une part pour savoir à quoi s'en tenir sur le jugement qu'elles portent sur eux et l'attitude qu'ils peuvent attendre d'elles en cas de crise, et peut-être aussi, d'autre part, pour se connaître un peu mieux eux-mêmes à travers le regard de l'autre, moins complaisant sans doute que le leur propre. Mais le titre —donc le programme— recèle plusieurs imprecisions et difficultés notoires: d'abord, par «vision française», entend-on l'optique *officielle*, donc politique, donc orientée et sujette aux fluctuations du Pouvoir —et cette vision reflète-t-elle réellement celle de la majorité des Français, comme le voudrait la démocratie? Ou entend-on la vision des *Français*— et dès lors, desquels? Car la réponse dépendra de l'expérience vécue que l'on a des êtres et des choses d'Euskal-Herri, de la proximité géographique, du statut socio-professionnel des témoins, de leur âge, de leurs opinions politiques. Ensuite, que recouvre le terme de *peuple basque*? On sait qu'en France, à l'issue d'un débat politique récent, et fort tumultueux, la formule «peuple corse», chère aux autonomistas de l'île et sans doute conforme à une réalité vécue, fut officiellement rejetée comme portant préjudice à l'unité nationale —on remarquera à l'occasion que l'expression «peuple de gauche», employée naguère par le Pouvoir en d'autres circonstances, ne lui paraissait pas porteuse de semblables ferments sécessionnistes!— Il ne peut donc y avoir officiellement en France de «peuple basque» distinct du peuple français; mais, sans même emboîter le pas à cette démarche «jacobine», on peut se demander si j'ai à traiter ici de l'ensemble des Basques, Iparralde et Hegoalde réunis, ou bien de l'une ou de l'autre de ces deux composantes, car l'expérience vécue sera des lors bien différentes selon les cas, et en tout état de cause l'emploi globalisant du terme «peuple basque», ne peut avoir de sens dans l'optique officielle. Enfin, la «vision» qu'on me demande d'évoquer est-elle contemporaine ou historique? Car à travers les siècles elle a nécessairement varié, ne fût-ce que parce que l'objet de la perception a pu tout autant se modifier que le siège même de cette visée.

Les considérations qui vont suivre s'efforcent de tenir compte de ces diverses approches, mais en les mêlant nécessairement. Ainsi, la première «expérience vécue» dont un Français —le terme est-il adéquat à cette époque, peut-être, d'un certain Aimery Picaud, de Parthenay-le Vieux (région charentaise), pèlerin de Compostelle au X^e siècle. Son jugement est sans appel, puisqu'il déclare des habitants de ce pays basque «dont la langue est barbare»: «ce sont des gens féroces et la terre qu'ils habitent est hostile aussi par ses

*forêts et sa sauvagerie; la férocité de leur visage, et semblablement celle de leur parler barbare, épouvantent les cœurs de ceux qui les voient; passés les «ports» pyrénéens, il se trouve en butte aux «Navarrais» (entendez par là les Basques d'Hegoalde, puisque le terme couvre aussi les habitants de la Biscaye et de l'Alava) —c'est tomber de Charybde en Scylla!—: «Les Basques et les Navarrais se ressemblent et ont les mêmes caractéristiques dans leur façon de se nourrir et de se vêtir et dans leur langage, mais les Basques ont le visage plus blanc que les Navarrais»; il conclut un peu plus loin: «C'est un peuple barbare, différent de tous les peuples et par ses coutumes et par sa race, plein de méchanceté, noir de couleur ivrogne, expert en toutes violentes, féroce et sauvage, malhonnête et faux, impie et rude, cruel et querelleur inapte à tout bon sentiment, dressé à tous les vices et iniquités». Il faut dire que ces touristes avant la lettre qu'étaient alors les pèlerins ne devaient guère être accueillis avec plus d'enthousiasme que le sont, par les plus radicaux de nos indépendantistes, les modernes *estranjerak*, *arrotzak* et autres *paristarrak* qui peuplent nos plages l'été... La réaction était prévisible —et l'on doit tenir compte à la fois du ressentiment viscéral de notre pauvre pèlerin à l'égard de ces tortionnaires... et de la rudesse des mœurs de l'époque, dont nous ne faisons qu'une bien faible idée!*

Quatre siècles plus tard, si les quelques lignes en basque contenues dans le *Pantagruel* de Rabelais nous révèlent seulement que leur auteur n'ignorait pas l'existence de cette ethnie à l'idiome incongru, c'est sans doute la renommée des explorateurs du Nouveau Monde qui propagea le «nom basque», en Europe occidentale, avec les Juan de la Cosa, Elcano, Legazpi, Urdaneta, sur la trace de qui d'autres Basques vinrent conquérir des terres: les Irala, Garay, Ursua, Aguirre, Recalde, Ibarra, la famille des Oquendo, Lezo, Mazarredo, Churruca; au siècle suivant, la France se trouve plus directement intéressée par les Basques à un triple titre: si elle ne tira que profit du service des valets basques si fréquemment employés par la noblesse ou la bourgeoisie, elle fut particulièrement fière du rôle joué par les corsaires labourdins, plus spécialement luziens, au service du roi contre les pirates; c'est aussi l'époque où la mariée de Louis XIV avec l'infante d'Espagne Marie-Thérèse plaça la côte labourdine, St-Jean-de-Luz en particulier, sous les feux de l'actualité; mais ce même siècle fut aussi celui où un long et retentissant procès, dirigé par Pierre de Lancre, mena au bûcher nombre de Basquaises convaincues de sorcellerie, dans une sorte de crise d'hystérie connective où plus d'une d'entre elles vint se livrer spontanément et s'accuser... On peut penser que, dans la mesure où l'information pouvait l'atteindre, la société française se faisait déjà une certaine idée des Basques et de leur singularité,

teintée de prestige lorsqu'il s'agissait des affaires de l'état, d'inquiétante bizarrerie dans d'autres cas.

Le XVIII^e siècle, où Voltaire avait évoqué avec admiration et estime ce «*peuple qui chante et qui danse au pied des Pyrénées*», fut aussi celui où la Révolution sonna le glas de ser libérés: au cours de la fameuse «nuit du 4 août» 1789, les deux frères Garat, brillants avocats bordelais originaires d'Ustaritz, que le Bilçar de Labourd avait élus pour le représenter aux États Généraux, se joignent aux autres députés — nouvelle crise d'hystérie collective — pour abolir tous les privilèges, donc les *Fors* («*Lege zaharrak*») dont se prévalaient les provinces basques; la réaction de leurs mandants furent parfois vives, mais une page d'histoire était tournée, et c'est en vain que l'on attendit de la Constituante la création d'un département basque, revendication qui connaît aujourd'hui un nouveau d'actualité depuis que le Président Mitterrand, au cours de sa campagne électorale et plus récemment pour sa propagande, en vint à promettre de la réaliser — c'est la «proposition 110», promesse restée jusqu'ici sans effet! Ce même Pays basque «nord» connut également les violentes et les excès consécutifs soit à la défense de la jeune République contre ses voisins d'outre-Pyrénées — ainsi, pour punir la désertion d'une cinquantaine de jeunes gens d'Ixassou, les autorités décidèrent en 1794 la déportation dans les Landes et dans le Gers, au prix de souffrances indescriptibles, de tous les habitants de six communes labourdines limitrophes de l'Espagne —, soit à la chasse aux prêtres dits «réfractaires», c'est-à-dire hostiles à la «constitution civile du clergé» promulguée par la Convention, ce qui était le cas de nombre d'ecclésiastiques basques. Pour soutenir les hostilités avec l'Espagne, une «armée des Pyrénées Occidentales», faite de volontaires enrôlés en masse, comprenait un contingent de «Chasseurs basques» qui s'illustrèrent dans une guerre souvent perçue au sud de la frontière comme une guerre de libération...

Au siècle suivant, si «*Gastibelza, l'homme à la carabine*» ne sert, en dépit de son nom fort suggestif, chez le Hugo du recueil «*Les Rayons et les Ombres*», que de prétexte à une espagnolade échevelée, en revanche le public français des dernières décades fut sensible au charme agreste et dépayssant du «*Ramuncho*» de Pierre Loti, reman pathétique où les caractères et le passage basques sont brossés avec talent pour l'époque. Mais avec lui nous entrons dans le XX^e siècle, le nôtre, et c'est depuis 1900 et les conflits successifs qui ont marqué notre temps, que le «problème basque» se pose en des termes concrets, socio-politiques autant qu'économiques, avec une acuité extrême, aboutissant à des drames humains particulièrement graves, mais aussi à des succès politiques fondamentaux, du moins en Hegoaldi — sans compter ici avec l'épisode, plus éloigné, des guerres carlistes, où le sang basque a largement coulé, et où les chances d'un Euskadi libre et indépendant se sont trouvées souvent près de la réalisation.

A la suite de cette trop rapide esquisse historique, le moment est venu, me semble-t-il, de faire le point sur la façon dont l'opinion française «perçoit» les Basques, et comment, dans les milieux officiels comme chez les individus, est appréhendée et appréciée le «problème basque», devenu au «sud» si crucial, et au «nord» si présent dans tous les esprits depuis de décennies.

Est-il nécessaire de tracer un portrait, physique et moral, du «Basque moyen» tel que le voient les Français? Ils connaissent très mal ceux du «sud», largement assimilés, de

façon globales, au type général (?) des «Espagnols». Quant aux traits caractéristiques de ceux du «nord», on les connaît depuis longtemps, jusqu'aux clichés et à la caricature — est-il utile de les évoquer ici? En revanche, une approche de la «question basque» suppose que l'on cherche préalablement à saisir les relations, fondées sur les ressemblances et les différences, qui lient les deux communautés-soeurs. Or, de toute évidence, les Français ne peuvent, spontanément, que distinguer soigneusement Basques du «sud» et Basques du «nord»; en dépit d'une communauté de langue généralement perçue, de modes de vie similaires, principalement sur les côtes et dans les campagnes de l'intérieur, la séparation imposée par l'histoire, depuis les origines, à ces deux moitiés d'une même ethnie les a rendues largement étrangères l'une à l'autre: les «Basques espagnols», même si les structures provinciales de l'Espagne — que les Français perçoivent très mal, habitués qu'ils sont au centralisme «jacobin» depuis des siècles — préservent leur personnalité, très réelle aux plans économique, culturel et peut-être social, se trouvent néanmoins appartenir sans conteste à l'aire hispanique par leur langue officielle, par leur style de vie matériel, par les institutions étatiques dont ils dépendent, par l'essentiel de leur références culturelles acquises à l'école et au collège, sans compter, dans une moindre mesure peut-être, avec le clergé, son style, son ralle et son mode de vie. En face d'eux, les «Basques français» ne possèdent apparemment en propre que leur langue — dont beaucoup, en fait, se détachent ou sont détachés depuis longtemps — et certaines traditions spécifiques dans leur vie matérielle et leur comportement, individuel ou social: tout le reste se trouve identique à ce que les autres citoyens français ont en partage, qu'il s'agisse des structures administratives et sociales, de l'enseignement, de la culture, de la langue, ou du cadre de vie familial. Cette similitude cette homogénéité constatable d'un bout à l'autre de l'«hexagone» est, rappelons-le, le fruit d'une politique de centralisation et d'«homogénéisation» systématique que nos premiers rois ont fondée pour assurer leur autorité sur les terres qu'ils avaient patiemment su rassembler, que la Révolution a confirmée en lui conférant un supplément théorique de légitimité appuyée sur les Droits de l'Homme et les trois principes de Liberté, Egalité et Fraternité, que l'Empire a reprise à son compte au nom de ces deux types de motivation réunis, et qu'enfin la République, depuis ses origines et à travers toutes ses vicissitudes, ne peut qu'exalter à son tour sans trop se demander si d'autres voies que ce «jacobinisme» d'essence révolutionnaire et théoricienne ne pourraient être envisagées après tant de siècles d'évolution et de transformation...

Ces voies différentes ont en effet été depuis longtemps indiquées en France même: la «Fête de la Fédération», en 1790, était censée consacrer l'union de toutes les composantes provinciales de la nation assemblées de leur plein gré mais restant distinctes. Si cette formule n'a pas prévalu sur le centralisme unitaire d'essence «jacobine», c'est de toute évidence que la société française n'était pas encore mûre pour cela, car les facteurs d'homogénéisation étaient insuffisants: à la nécessité de concentrer toutes les énergies nationales contre une contre-révolution qui, de l'extérieur, menaçait la République nouvelle-née — cf. la révolution russe prônant et réalisant l'unification des forces populaires contre ses ennemis de l'extérieur comme de l'intérieur — vint s'ajouter le besoin impérieux d'assurer partout la diffusion d'une langue nationale permettant aux messages venus du centre d'être compris de tous; l'unification administrative était déjà largement entamée lorsque la Constituante et la Convention la parachevèrent.

Mais une fois réalisées ces conditions nécessaires au bon fonctionnement de l'Etat, et maintenant que le poids de l'unification pèse trop lourd sur son centre, son cœur et son cerveau, c'est-à-dire la capitale, Paris, certaines voix se font entendre -celle du général de Gaulle fut une des premières— pour préconiser un recours au partage de certaines responsabilités politico-administratives avec les «régions»; parallèlement, les tenants des cultures -et des langues— régionales traditionnelles revendiquent le droit pour celles-ci d'être sauvegardées, développées et soutenues par l'enseignement; et désormais, puisque la connaissance du français et des valeurs culturelles qu'il véhicule est partout assurée, pourquoi ne pas introduire à côté d'elle celle du trésor culturel local, hérité des plus anciens ancêtres bien avant que le français vienne s'imposer? L'erreur de bien de nos penseurs politiques et de leurs épigones consiste à confondre les valeurs permanentes, nous n'osons dire «éternelles», telles que les acquis théoriques, philosophiques dans leur essence, de la Révolution française, avec les réalités socio-économiques, mouvantes par nature, auxquelles elles doivent s'appliquer.

On a vu que le libéralisme fédéraliste coexistait des la Révolution française, et au sein même de ses promoteurs, avec le «jacobinisme» centraliste et unitariste: le premier des deux courants n'a jamais cessé d'être vivant à côté de l'autre, même si celui-ci a toujours dominé; mais la «tare» qui paraît attachée au premier, c'est que pour un observateur naïf il peut sembler toujours plus ou moins lié à des forces anti-républicaines: ce fut le cas en France occupée, après la défaite de 1940, lorsque la politique de «retour à la terre» prônée par le maréchal Pétain, qui voyait dans les valeurs terriennes la seule base solide d'un salut national, suscita le réveil d'un régionalisme «de droite», «réactionnaire», bourgeois et maurrassien. A la Libération, on s'aperçut que ces mêmes revendications pouvaient tout aussi bien s'appuyer sur une éthique «de gauche», fondée sur le droit des couches les plus populaires de la nation à défendre leurs valeurs et leurs richesses culturelles de base, coïncidant ici avec celles de la «petite patrie», la terre natale! Un Français qui a vécu toute cette période trouble et qui réfléchit un peu à de quoi se trouver désorienté!

Mais en fait, pense-t-il réellement à appliquer ces divers modèles au cas des Basques? D'un côté, puisque les lois de la République rendent actuellement impossible tout partage de l'autorité et, plus encore, toute sécession d'une fraction du territoire national, il sait bien que l'autonomie acquise par les Basques d'Hegoalde après la mort de Franco est aujourd'hui parfaitement inapplicable pour ceux d'Iparralde. De l'autre, il à l'habitude, en particulier s'il vient de la région parisienne ou d'autres contrées septentrionales, de voir dans le Pays Basque et les Basques, respectivement, le lieu et les maîtres d'oeuvre de ses vacances: on vient chercher entre Biarritz et Hendaye la grande mer, le soleil, un certain dépaysement, le repos enfin; on est satisfait de voir que l'indigène fait le maximum pour vous rendre ce séjour agréable, en aménageant plages, hôtels, terrains de golf, jeux et sports divers, table appétissante dans des limites de prix condamnables, etc., sans pour autant dédaigner les efforts «culturels» que l'on déploie à votre intention: concerts (comme à Paris...), expositions, théâtre, parties de pelote —le «folklore» des troupes d'antan est moins apprécié. Tel est l'état d'esprit du «Français moyen» venu passer ses congés estivaux au Pays basque; s'il est conquis par ses charmes et possède un capital suffisant, il pensera à y acquiescer ou à s'y faire construire une habitation de vacances, avant que des «Espagnols», Basques ou non, plus argentés que lui viennent coloniser le pays... Dans de telles

conditions, il est difficile de demander à ces Français de «comprendre le problème basque»: cette problématique appartient pour eux à une autre planète, et les attentats et autres manifestations nationalistes ou indépendantistes, parfaitement incongrus à leurs yeux, aboutissent seulement à leur faire deserte ces contrées au profit de régions moins périlleuses— ce qui est du reste le but visé! Reste à savoir comment, à un niveau de réflexion plus élaboré, d'autres Français, des «intellectuels» cette fois, réagissent devant cet état de choses.

Si le modèle à imiter est celui que propose le «Pays basque sud», lui qui a su, au prix de combien de drames et de souffrances, gagner son autonomie, les conditions de la vie sociale et politique en France ne permettent pas de la suivre sans d'importantes préalables que les Basques seuls peuvent difficilement imposer. A coup sûr, la création de ce «département basque» réclamé des pouvoirs publics dès la Révolution satisferait certaines revendications d'autonomie culturelle et peut-être socio-économique. Mais un département et même une région ne sauraient, dans l'état actuel des choses et selon la constitution, se scinder de l'ensemble national pour acquiescer une autonomie comparable à celle d'Euskadi au sud de la frontière, et encore moins cette indépendance que l'on réclame parfois. A moins de déclencher des processus révolutionnaires parfaitement inutiles et voués à l'échec dans la France d'aujourd'hui, dont les structures socio-politiques sont trop solides et contraignantes et où l'opinion publique est trop défavorable pour laisser la moindre chance à une aventure de ce type, tous les espoirs des «régionalistes» anti-jacobins —lesquels sont peut-être plus nombreux que l'on ne pense depuis l'effondrement de l'état soviétique et le réveil des autonomismes en Europe contre-orientale— résident désormais dans l'avènement d'une «Europe des ethnies», schéma fort ancien déjà, mais que le président François Mitterrand a tout récemment, à notre grand étonnement mais pour notre satisfaction plus grande encore, repris à son compte. Car l'heure n'est plus aux raidissements nationalistes, aux «unions sacrées» et à l'exaltation des républiques «unes et indivisibles»: contre quoi? pour se prémunir contre quoi? La «théorie des ensembles», chère aux mathématiciens pourrait ici s'appliquer à merveille. En effet, chaque individu ne fait-il pas déjà partie de toute une hiérarchie de sous-ensembles, la famille, la maison, le quartier, la vallée, le département ou la province etc.? Et, sur un autre plan, l'atelier ou le bureau, l'usine ou l'administration, que sais-je? Sans vouloir multiplier les unités, ne me sens-je pas moi-même membre de ma famille, puis du personnel de mon université, de l'ensemble des enseignants et de celui des fonctionnaires, mais aussi Toulousain, en outre de souche occitane, plutôt gasconne, donc méridional, et en fin de compte Français, puisque c'est mon pays qui m'a nourri, éduqué et formé dans sa langue nationale? Je revendique aussi le droit à me prétendre Occitan si je le désire, et à user à mon gré de la langue que parlaient mes ancêtres, si le veux aussi jouir du privilège de posséder une richesse supplémentaire. Ce schéma ne pourrait-il être généralisé dans l'Europe future? Appartenance, d'abord, au milieu où l'on est né —et donc usage conscient, codifié et perfectionné par l'enseignement, de l'idiome vernaculaire: appartenance, ensuite, à un ensemble plus vaste, l'actuelle nation, dans lequel on a appris le métier d'homme et acquis tout le savoir nécessaire— et maîtrise de la langue «nationale», langue de civilisation dans le cadre international; appartenance, enfin, à un ensemble politico-économique encore plus ample, qui, pour nous, pourrait être l'Europe— et alors un idiome commun aurait vocation à être employé pour ce type d'échanges: l'anglais a prouvé jusqu'ici

dans de larges fractions du monde sa capacité à assumer un tel rôle; ailleurs, on avait pensé au russe; l'espagnol en Amérique du sud (et du nord, un jour peut-être, à côté de l'anglais?) ne sert-il pas ainsi de «langue commune» comme le chinois en Extrême-Orient?

Sommes-nous prêts pour de telles perspectives? Au Pays basque «nord», les *ikastola* et les mouvements en faveur de *l'elebitasun* y travaillent au niveau élémentaire, cependant que le secondaire et le supérieur tendent à développer le *batu* à côté, et souvent au détriment, selon un processus prévisible et

normal, des dialectes traditionnels, fussent-ils «littéraires». Mais cela, avec de la persévérance et grâce à la compréhension —parfois «électorale», ne nous leurrions pas— des autorités en place, c'est possible. Le reste, à savoir la mutation politique qui ouvrira grandes les portes aux grands changements socio-culturels, ne dépend pas seulement de nous, loin s'en faut. Veillons donc, chacun pour notre part, à préparer l'avènement et la construction de la nouvelle Europe: c'est là que réside notre meilleure chance pour l'avenir du «peuple basque».